

« Les prix montent, la demande s'éteint »

La Vendée, qui a un faible taux de chômage et une forte implantation industrielle, est rattrapée par la crise

REPORTAGE

LA ROCHE-SUR-YON, LES HERBIERS (VENDÉE) - envoyée spéciale

Que l'on ne s'y méprenne pas : ici, « on n'a pas l'habitude de crier au loup », rappelle, d'emblée, Arnaud Ringard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Vendée, de son bureau situé à La Roche-sur-Yon. Le département, avec son tissu entrepreneurial et son taux de chômage de 6 %, près de 1,5 point de moins que la moyenne nationale, fait habituellement figure de bon élève de l'économie française. D'autant que l'industrie y est mieux représentée qu'ailleurs : 30 % de l'activité, contre 13 % au niveau national. Toutefois, en cet automne, l'heure n'est plus à distribuer des bons points, mais plutôt à tirer le signal d'alarme.

Les prix astronomiques demandés par les fournisseurs d'énergie, lors des renouvellements des contrats, obligent les patrons à revoir leur feuille de route pour l'avenir. « Certaines offres ont atteint 1000 euros le mégawatt-heure [MWh], pour des entreprises qui avaient des contrats à 50 euros », se désole M. Ringard, pas averti d'exemples, telle cette entreprise de plasturgie qui voit son poste électricité passer de 2 % à 10 % de ses charges.

Impossible à encaisser, dans « un contexte où tout augmente, y compris les salaires », assure M. Ringard. Compte tenu de la situation tendue sur le marché du travail vendéen et « de la concurrence en matière de recrutement, beaucoup d'entreprises ont fait des rallonges ». Résultat, aujourd'hui, « nous sommes face à un mur qui était difficile à anticiper ». Alors chacun tente de s'adapter.

« On va prendre plus de risques » Thomas Planchot, directeur général de Maison Planchot, qui, de son atelier de production, aux Herbiers, approvisionne huit boutiques à son enseigne en pains, viennoiseries, gâteaux et chocolats, l'assure : « On ne pourra pas répercuter la hausse de l'énergie, car on ne peut plus augmenter les prix de vente. Les gens ne vont pas acheter la baguette à 1,90 euro ! Donc, on va chercher des économies partout, ce qui va nous conduire à freiner notre développement. » La modernisation

prévue des points de vente risque d'être différée à des jours meilleurs. Mais aussi l'achat de machines à découper les gâteaux ou le dédoublement de celles à faire les chocolats, qui permettent de gagner en productivité et d'améliorer les conditions de travail des 200 salariés. « On va prendre plus de risques, faire davantage de maintenance », dit en soupirant M. Planchot. Mais il ne cache pas que, si cela ne suffit pas, la masse salariale figure aussi sur la liste des postes d'économies possibles.

À l'instar du chef boulanger, David Soulard, directeur général du groupe Gautier, qui fait tourner trois usines de meubles dans le département et emploie 750 salariés, n'espère pas pouvoir ajuster ses prix pour absorber le surcoût énergétique. « Certes, la solution serait d'effectuer une nouvelle hausse, mais on arrive à la limite de l'exercice. À la suite

de la progression du coût des matières premières – on a eu tour à tour le bois, le métal, l'aluminium, la peinture, la colle... – et des hausses imposées par nos fournisseurs, nous avons déjà augmenté d'environ 10 % nos prix sur les meubles en dix-huit mois. Continuer dans cette voie serait suicidaire, car des prix qui augmentent, c'est de la demande qui s'éteint. »

D'autant que le chef d'entreprise observe le marché avec inquiétude : « Le commerce en ligne est en train de chuter partout en Europe, et la fréquentation dans nos magasins est en baisse. » Alors ? L'équation s'annonce insoluble. « C'est toute la marge qui y passe, ainsi que la capacité à investir », estime M. Soulard. La modernisation de nos usines risque d'en être ralentie. Les salariés, eux, ont obtenu une revalorisation salariale de 3,2 % et une prime de 500 euros en 2022. La prudence de cette figure entrepreneuriale

« C'EST TOUTE LA MARGE QUI Y PASSE, AINSI QUE LA CAPACITÉ À INVESTIR »

DAVID SOULARD
directeur général de Gautier

locale semble largement partagée dans le bocage vendéen. Olivier Morin, gérant d'une entreprise de promotion immobilière, « voit l'activité dans le bâtiment commencer à baisser ». Et il s'inquiète pour les carnets de commandes, encore bien fournis, engrangés au premier semestre : leur exécution peut s'avérer catastrophique. « On sait à combien on a vendu, mais on ne sait pas à combien on va acheter les matériaux et la main-d'œuvre », explique-t-il.

Parmi la myriade d'industriels, pour beaucoup sous-traitants dans la mécanique, l'électronique ou la robotique, qui rassemblent environ 22 000 salariés du département, soit près d'un salarié du privé sur dix, le ciel se couvre aussi.

Perte de compétitivité

La dernière enquête de conjoncture réalisée en juin auprès des entreprises adhérentes de l'Union Industrie Métallurgie Vendée fait état d'un premier semestre « beaucoup plus mitigé qu'en 2021 » en matière de chiffre d'affaires, « des marges qui amorcent une tendance baissière et un niveau d'activité incertain d'ici à la fin de 2022 ». A en croire Benjamin Traché, le secrétaire général, la question qui taraude les patrons est simple : « Dois-je freiner mes embauches, ou mes investissements ? » La réponse serait en partie dictée par les banques,

« qui vont donner un coup de frein » aux demandes de financement, redoute-t-il.

Le territoire craint aussi de perdre en compétitivité, face aux concurrents asiatiques ou américains, qui continuent de tourner avec une électricité bien moins chère. « C'est tout le travail qui a été fait depuis quelques années pour relancer le made in France qui est menacé », craint M. Soulard, dont les meubles, en concurrence frontale avec des produits à bas coût importés, arborent le label Origine France garantie. « Les Espagnols et les Portugais ont obtenu une dérogation de l'Europe. De sorte que leurs entreprises vont payer l'énergie moitié moins chère que les nôtres », dit Alain Leboeuf, président (Les Républicains) du conseil départemental de Vendée, qui n'a pas hésité, début septembre, à alerter l'exécutif.

Dans son bureau au pied du Puy du Fou, Etienne Robin, président d'une entreprise familiale de tôlerie industrielle, joue et rejoue avec ses tableaux Excel et ses budgets prévisionnels. Ce passionné de technologie a réduit au maximum les besoins en énergie de l'usine, en optimisant les machines, en mettant en place des gestes réflexes pour éteindre tout ce qui n'a pas besoin d'être allumé. Résultat, en six ans, à chiffre d'affaires constant, la consommation a baissé de 40 %. « Il n'y a plus rien à gratter de ce côté-là », assure-t-il. Mais les perspectives ne sont pas dégagées pour autant, quand la facture annuelle d'électricité menace de passer de 70 000 à 560 000 euros. Que faire ? « Éteindre mes machines les plus énergivores ? Je peux le faire, je produirai moins, mais je mettrai deux gars au chômage. Mes clients ne seront pas satisfaits et mes salariés seront au tapis. Finalement, cela fera un effet boule de neige, et il y aura moins de boulot pour tout le monde. C'est triste. »

B.E.M.

BÉATRICE MADELINE



À l'usine du fabricant de meubles Gautier, au Boupère (Vendée), le 3 octobre. THOMAS LOUAPRE / DIVERGENCE POUR LE MONDE

Vers une fin d'année atone pour l'économie française

À L'IMAGE DES CHEFS d'entreprise, les conjoncturistes sont en peine de visibilité. L'année 2022, commencée sous les auspices favorables de la reprise post-Covid-19, s'achève dans l'incertitude. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) estime, dans une note de conjoncture livrée jeudi 6 octobre, que la croissance sera « modeste » au troisième trimestre, le PIB ne progressant que de 0,2 %, contre 0,5 % au deuxième trimestre. Celui-ci s'était avéré meilleur que prévu, en partie grâce à la saison touristique. Le quatrième trimestre serait lui parfaitement atone (0 %). Mais ce scénario « reste particulièrement incertain à ce stade », en raison des multiples aléas qui pèsent sur l'économie française, soulignent les économistes de l'Insee.

L'inconnue majeure est bien sûr le niveau de l'approvisionnement en énergie. Mais il faudra aussi compter sur les conséquences du relèvement des taux d'intérêt sur l'activité, l'évolution de la

situation géopolitique, voire avec la résurgence possible du Covid-19. Si ce scénario d'un PIB atone au quatrième trimestre se confirmait, la croissance française s'établirait finalement à 2,6 % en 2022. En septembre, Bercy avait relevé sa propre hypothèse de croissance de 2,5 % à 2,7 %, mettant en avant la résilience de l'économie française.

Morosité

Si l'activité va en se tassant, l'inflation, elle, continue sur la lancée et atteindra 6,4 % en décembre. Après une baisse en septembre de 0,3 point, à la faveur d'un repli des cours du pétrole, les prix vont repartir à la hausse. L'alimentation, devenue en septembre la locomotive de l'inflation en France, va coûter toujours plus cher. Les étiquettes afficheront 12 % de hausse à la fin décembre en moyenne. Elles s'emballeront moins au rayon des biens manufacturés (+5 %). Dans ce contexte, l'Insee prévoit que la consommation

ne progressera que « très modérément » au cours des quatre derniers mois, d'autant que la confiance des ménages atteint des plus bas niveaux historiques.

Signe révélateur de l'inquiétude : le taux d'épargne, qui a baissé ces derniers mois, repart à la hausse et dépassera 17 % en fin d'année. Pourtant, souligne l'Insee, le pouvoir d'achat, qui a connu un net repli sur la première moitié de l'année, devrait connaître un rebond, renforcé par les mesures de soutien budgétaires aux ménages et les revalorisations salariales. « Le pouvoir d'achat sera globalement stable », estime Julien Pouget, chef du département de la conjoncture à l'Insee. Ramené par unité de consommation (ou par personne), il est toutefois en baisse de 0,6 %.

Tout comme le moral des ménages, le climat des affaires s'assombrit nettement. Les chefs d'entreprise voient les carnets de commandes se dégonfler et les perspectives de production s'aveugner. L'activité manufacturière devrait

se replier dans certains secteurs, en lien avec la crise énergétique (chimie, métallurgie, caoutchouc et plastique...), tandis que les services vont marquer le pas.

Cette morosité s'accompagne d'un ralentissement prononcé de l'investissement des entreprises et d'une dégradation de leurs résultats. Tout cela conduira à un coup de frein sur les recrutements. Les créations d'emplois sur l'année sont estimées à 300 000, moins d'un tiers du niveau de 2021, lorsque 970 000 emplois supplémentaires ont été comptabilisés. Mais, en raison d'un ralentissement de la population active, le taux de chômage devrait rester à son niveau actuel (7,4 %).

Pour 2023, alors que nombre d'instituts de prévision annoncent une récession en zone euro, l'Insee ne fait pas de prévisions. Une chose est sûre : avec un acquis de croissance de 0,2 %, l'économie française ne commencera pas l'année avec un tigre dans le moteur. ■